

POLITIQUE

politique.union@sonapresse.com

Défense/Coopération Gabon-USA : Chidi Blyden hôte de Félicité Ongouori Ngoubili

LA rencontre entre la sous-secrétaire d'Etat américaine adjointe à la Défense pour les Affaires africaines et la ministre de la Défense nationale s'est déroulée à la faveur d'une séance de travail, en présence de plusieurs hauts gradés gabonais.



Une phase de la séance de travail entre la ministre de la Défense et la sous-secrétaire d'Etat américain à la Défense pour les Affaires africaines, Chidi Byden.

O. N.
Libreville/Gabon

EN tournée africaine, la sous-secrétaire d'Etat américaine adjointe à la Défense pour les Affaires africaines, Chidi Blyden, a récemment eu une séance de travail avec la patronne de la Défense nationale, Félicité Ongouori -Ngoubili. C'était en présence de plusieurs officiers supérieurs de l'armée gabonaise. Une visite qui fait suite à celle, en mai dernier, de la sous-secrétaire d'Etat américaine aux Affaires étrangères ; suivie d'un échange par visioconférence en septembre.

La récente rencontre a été une occasion pour les deux parties de passer au peigne-fin les principaux axes de coopération entre le Gabon et les Etats-Unis d'Amérique. Pour le Gabon, cette coopération qui date de très longtemps mérite d'être renforcée et davantage valorisée. En tenant surtout compte du concept d'une armée en "OR", telle que prônée par le chef suprême des forces de défense et de sécurité, le président de la République Ali Bongo Ondimba. Concept qui renvoie à une armée opérationnelle et républicaine au service de la paix et de la population.

Les USA, quant à eux, plaident

également pour un renforcement de cette "coopération exemplaire", tout en intégrant de nouveaux domaines, avec de nouveaux défis qui s'imposent aux deux parties dans pratiquement tous les domaines... Au terme des échanges, Mme Chidi Blyden a annoncé la venue prochaine d'une équipe d'experts selon les besoins exprimés par le Gabon. Cela, en vue de discussions plus pratiques avec la partie gabonaise. Toutefois, il faut souligner que l'exécution des éventuels projets de coopération évoqués se fera dans le cadre d'un accord encore à l'étude, au regard du caractère transversal des dossiers.

Libreville/5e arrondissement : l'élection partielle du bureau du Conseil municipal attendue

J. KOMBILE MOUSSAVOU
Libreville/Gabon

CE n'est sans doute plus qu'une question de jours. L'élection du 2e adjoint au maire du 5e arrondissement de la commune de Libreville devrait se tenir sous peu, suite à la décision rendue par la Cour constitutionnelle le 18 octobre dernier.

Et pour cause, saisie par requête du secrétaire général du Parti démocratique gabonais (PDG), Steeve Nzegho Dieko, aux fins de constater la vacance d'un siège au sein de ce conseil d'arrondissement de la capitale gabonaise au lendemain du décès de Igor Landry Mendome Mbira, ancien 2e adjoint au maire, la haute juridiction, après avoir constaté la vacance dudit siège et décidé que celui-ci devait désormais être occupé par

Solange Ndombi Moussavou, a indiqué que l'élection partielle du bureau du conseil d'arrondissement doit se tenir "dans les huit jours suivant la notification de la décision à l'autorité de tutelle".

Étant entendu que Solange Ndombi Moussavou est la candidate qui suit immédiatement le dernier candidat proclamé sur la liste dans laquelle figurait le disparu aux locales d'octobre 2018. Ce dernier, on s'en souvient, s'était présenté sous la bannière des Sociaux-démocrates gabonais (SDG), écurie de la majorité républicaine et sociale pour l'émergence absorbée par le PDG en juin dernier.

En tout état de cause, l'élection à venir ne devrait être qu'une simple formalité pour le PDG, vu qu'il dispose d'une majorité écrasante au sein du conseil du 5e arrondissement de Libreville.



La mairie du 5e arrondissement.

Entre nous soit dit Avec dignité sachons enterrer nos morts

Teddy OSSEY*

JAMAIS et sous aucun prétexte personne ne pourra nous convaincre que faire commerce de l'affliction, de la peine ou du deuil est une marque d'expression en politique. Grand Dieu ! Mais qui sommes-nous devenus ?

Au regard du déferlement d'indécence et de cette déplorable abondance d'indignité déversée à flots continus, une question simple interpelle nos consciences : qui a décidé d'absoudre et dans le même temps d'annihiler les fondements de notre société bantoue ? Cette exploitation abjecte et honteuse faite autour du triste et dramatique évènement, qui a vu en une nuit sept de nos compatriotes de tous âges emportés et ensevelis des suites d'un éboulement, quand nos valeurs, coutumes et traditions nous contraignent au recueillement, à la compassion, à la constricton et à l'empathie envers les

familles éplorées.

Voilà que des égarés avec une révoltante déshumanisation vont s'emparer de cette douleur pour en faire une banale et ignominieuse palabre politicienne. Cette infamie est tout à la fois une offense à la mémoire des disparus mais également une insulte à la communauté nationale qui ploie sous le chagrin et la désolation. Toute honte bue, des théoriciens d'un idéalisme aussi ingénue que sot vont se précipiter de mettre l'État à l'index. Alors que dire de tous les cyclones, tornades, inondations, tsunamis et autres catastrophes naturelles qui endeuillent jusqu'aux nations les plus développées ?

Certes, l'accès au foncier viable et confortable est un droit. Il en est de même pour le respect des zones non aedificandi qui demeure un devoir. Il fut un temps, un célèbre édile de Libreville, surnommé le Shérif Lubin Martial Ntoutoume pour ne pas le nommer, était extrêmement rigoureux sur ces dis-

positions. Ce qui hier avait valeur de principe de précaution se confronte aujourd'hui, hélas, avec la réalité des changements climatiques à l'échelle mondiale et ne peut être occulté. Les aléas autant que les conséquences de ces phénomènes dramatiquement impactant ne sont guère tributaires de ces naïves théories fumeuses et incantatoires distillées par ceux qui sont dans le confort d'une irresponsabilité absolue. À l'échelle du drame traumatisant et pénible que traversent certains de nos compatriotes, nous disons que la réaction des autorités aura été prompte et adaptée. Aussi faut-il aux uns et autres de respecter le deuil et la douleur des familles éprouvées. Pour les Bantu que nous sommes, il y a un temps pour toutes choses. Le dire n'est pas trop demander. Alors accompagnons les nôtres avec dignité et décence. Bassé !

* Chroniqueur